



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE
DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE



**Direction générale de la concurrence, de la concurrence,
de la consommation et de la répression des fraudes**

Annales du concours de contrôleur principal du 11 septembre 2008

EPREUVE N°2

*Attention : Les candidats ne doivent traiter qu'un seul des 6
sujets proposés*

Épreuve pratique relative aux tâches dévolues à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes comportant trois options au choix.

(Durée : trois heures - Coefficient 3)

Six sujets sont proposés ressortissant à des aspects différents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, dont *un* porte sur la gestion administrative et *un* sur le traitement automatisé de l'information.

Les sujets peuvent comporter plusieurs questions.

MISSIONS DE LA DGCCRF pages 2 et 3
4 sujets

GESTION ADMINISTRATIVE page 4
1 sujet comportant 2 questions

TRAITEMENT AUTOMATISÉ DE L'INFORMATION page 4
1 sujet comportant 3 questions

MISSIONS DE LA DGCCRF

SUJET N° 1

Vous êtes chargé(e) de traiter une plainte adressée par un couple de personnes âgées qui viennent d'acheter pour 2 500 € de lingerie : sous-vêtements, pyjama, tenues d'intérieur...

Elles indiquent avoir trouvé dans leur boîte à lettre une invitation à leur nom pour venir, en couple, retirer un cadeau (parure de lit) qui leur était réservé, sans obligation d'achat, à la salle des fêtes de leur commune et pour assister à une démonstration où leur seraient présentés des articles de lingerie à conditions avantageuses (jusqu'à 50% de remise) lors d'une vente directe de fabricant.

Après une longue démonstration, mettant en évidence la qualité artisanale des articles proposés, les plaignants se sont laissés convaincre d'acheter, emportant les articles proposés en échange de 10 chèques de 250 € que le vendeur s'est engagé à encaisser au rythme de 1 chaque mois.

Comment analysez-vous les informations dont vous disposez ?

Quelles sont les différentes réglementations susceptibles de s'appliquer ?

Indiquez :

- la méthodologie et le déroulement de l'enquête,
- les contrôles à effectuer,
- les documents à demander,
- les infractions éventuellement relevées,
- les suites à donner.

SUJET N° 2

Dans le cadre de la réalisation du plan d'intervention régional auprès des grossistes et détaillants en viandes de votre département, vous contrôlez un opérateur spécialisé dans le commerce de gros et de détail de viandes.

L'atelier de découpe de ce magasin reçoit, prépare et met en œuvre diverses catégories de viandes, d'origines française et étrangère et distribue, pour le compte d'une association titulaire du label rouge, « Viande du Poitou », des viandes de bœuf labellisées.

Votre contrôle est également motivé par la plainte d'un consommateur ayant formulé diverses critiques sur ce point de vente portant notamment sur la propreté des locaux, l'information du consommateur sur la qualité et le prix des viandes et la confusion qui semble régner dans l'origine, la présentation et la provenance des viandes.

Décrivez les objectifs de votre vérification, les points sensibles à vérifier, les réglementations concernées, les documents demandés au professionnel et les éventuels prolongements extérieurs de votre intervention auprès de tiers (producteurs, négociants....).

SUJET N° 3

Alerté par une organisation de consommateurs sur la survenance d'un accident domestique provoqué par un jouet (petite auto radio-commandée à distance), vous effectuez une enquête auprès du distributeur de cet article. Vous constatez assez rapidement :

- qu'il s'agit d'un produit importé, non étiqueté du marquage de conformité CE,
- que le distributeur ne peut vous présenter aucun document attestant la conformité du jouet aux normes de sécurité, ni aucun auto-contrôle de son fournisseur,
- que cet article vendu à bas prix et qui connaît un vif succès auprès des enfants, a été commercialisé localement à plusieurs dizaines d'exemplaires.

Décrivez la méthodologie d'enquête que vous utiliserez, les mesures que vous comptez prendre dans l'urgence et les procédures (administratives et/ou judiciaires) que vous engageriez en pareille situation.

SUJET N° 4

Le Procureur de la République récemment nommé dans votre département d'affectation demande à votre directeur de lui exposer les principes et les modalités d'application de la transaction, au titre des suites pouvant être réservées aux infractions relevées par la DGCCRF.

Vous êtes chargé(e) de rédiger une note présentant le dispositif juridique en l'illustrant par des cas pratiques et de faire apparaître les avantages de la transaction sur les autres suites pénales possibles.

GESTION ADMINISTRATIVE

SUJET N° 5

Votre directeur vous demande de faire un point sur :

- Les différentes formes et modalités de promotion interne du fonctionnaire (14 points)
- La garantie individuelle du pouvoir d'achat (6 points)

**

TRAITEMENT AUTOMATISÉ DE L'INFORMATION

SUJET N° 6

Question n° 1 (10 points)

La DGCCRF s'est engagée dans un projet de dématérialisation des certificats export Fruits et légumes. Elle a mis en place une téléprocédure permettant la notification des exportations faites par les opérateurs fruits et légumes et la délivrance de certificat à l'exportation par ses services de contrôles.

Après avoir présenté d'une manière générale les téléprocédures, vous décrirez plus précisément le projet fruits et légumes ainsi que les choix techniques retenus.

Question n° 2 (6 points)

La politique de sauvegarde des données à la DGCCRF : objectifs, démarche, outils ?

Question n° 3 (4 points)

L'implication des utilisateurs dans les projets.